

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUE DE PRESSE

AI Index: AFR 38/008/2003 (Document Public)
Nr du Service de Presse : 177
25 juillet 2003

Mauritanie: Où se trouve le Lieutenant Didi Ould M'Hamed?

Amnesty International est très inquiète du sort du Lieutenant Didi Ould M'Hamed qui a été extradé il y a exactement une semaine du Sénégal vers la Mauritanie dans la nuit du jeudi 17 au vendredi 18 juillet 2003 dans des circonstances non encore élucidées. Les autorités mauritaniennes ont reconnu détenir cette personne sans indiquer son lieu de détention.

"Sept jours après son extradition, personne ne semble savoir où se trouve ce lieutenant, ce qui nous fait craindre pour sa sécurité dans un pays où la torture est fréquemment utilisée," affirme aujourd'hui Amnesty International.

Le lieutenant Didi Ould M'Hamed est soupçonné d'être impliqué dans une tentative de coup d'état qui a eu lieu en Mauritanie début juin 2003. Réfugié au Sénégal, son renvoi dans son pays d'origine a été rendu possible suite à l'avis favorable rendu le 3 juillet 2003, par la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Dakar qui s'est prononcée sur son extradition. Dans ce cas, le Code de procédure sénégalais prévoit que cette personne peut être extradée sur décret pris par le Président de la république.

Les faits reprochés au lieutenant Didi Ould M'Hamed sont passibles de la peine de mort et d'autres personnes arrêtées en Mauritanie à la suite de cette tentative de coup d'état semblent avoir été torturées.

Amnesty International proteste donc contre la décision prise par le Président sénégalais Abdoulaye Wade qui viole les engagements internationaux pris par son pays aux termes de la Convention des Nations Unies contre la torture, ratifiée en 1984. En effet, l'article 3 de ce texte précise que: *"aucun État partie n'expulsera, ne refoulera ni n'extradera une personne vers un autre État où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture."*

Cette extradition d'un militaire mauritanien par le Sénégal intervient dans le cadre d'une série de limogeages et d'arrestations par les autorités mauritaniennes de militaires accusés d'être responsables de la tentative manquée de coup d'état les 8 et 9 juin 2003. Plusieurs personnes ayant des liens familiaux avec les militaires soupçonnés d'être impliqués dans ce coup, notamment le président de la Cour suprême, Mahfoudh Ould Lemrabott et la secrétaire d'État à la condition féminine, Mme Mintata Mint Hdeïd, ont été arrêtées de manière arbitraire et certaines ont été détenues pendant plusieurs semaines au secret, dans un isolement total, ce qui est contraire à toutes les règles internationales en matière de détention. Elles ont toutes été libérées sans inculpation ni procès.

"Il est donc urgent que les autorités mauritaniennes indiquent où se trouve cette personne et lui autorisent un accès immédiat à sa famille, à un médecin et à un avocat, conformément aux normes

internationales. Si les autorités mauritaniennes persistent dans leur silence quant au sort du lieutenant Didi Ould M'Hamed, on peut avoir les pires craintes quant à sa sécurité et même à sa vie," précise aujourd'hui l'organisation.

Contexte

Depuis le 30 avril 2003, le gouvernement mauritanien a lancé une campagne de répression contre tous ceux qu'il qualifie d' *"extrémistes"* et a récemment dénoncé le *"danger rampant qui se cache derrière l'Islam et qui est en réalité étranger à nos valeurs et à l'esprit de tolérance de notre sainte religion."* À cette occasion plus d'une soixantaine de personnes ont été arrêtées parmi les personnalités, notamment religieuses du pays. Trente-deux personnes sont actuellement accusées de *"complot contre le régime constitutionnel et incitation à l'atteinte à l'ordre public intérieur et extérieur de l'État ."*

A la suite de la tentative du coup d'état du 8 et 9 juin 2003, les autorités mauritaniennes auraient demandé à des pays voisins comme le Mali et l'Algérie qu'ils autorisent les forces de sécurité mauritaniennes à pourchasser et à capturer sur leur territoire les personnes soupçonnées d'être impliquées dans la tentative de coup d'état.

Vous pouvez également contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, UK, on +44 20 7413 5566. Amnesty International, 1 Easton St., WC1X 0DW. web: <http://www.amnesty.org>

For latest human rights news view <http://news.amnesty.org>